

+



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté – Egalité – Fraternité*

---

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

---

**COMMUNE DE VILLEFRANCHE DE  
LAURAGAIS**

**Pôle Sécurité  
Service Police Municipale**

**Arrêté Municipal n°AR-PM-2023-54**

*ACTES 6.1 Police municipale*

**Objet : Règlementation de la circulation et du stationnement-  
Travaux de réhabilitation d'habitation existant en 8 logements  
au n°83 Rue de la République 31290 VILLEFRANCHE DE LAURAGAIS**

**Du 02/03/2023 au 02/08/2023 – SARL SOULOUMIAC NAUDINAT pour  
le compte de la SAS VIJY – 31750 ESCALQUENS**

**Le Maire de Villefranche de Lauragais,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2212-1 et L2212-2

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I – Quatrième partie, Huitième partie (signalisation temporaire)

**Vu** la demande en date du 23 février 2023 de Monsieur NAUDINAT, dans le cadre de travaux de réhabilitation d'un bâtiment sis n° 83 Rue de la République 31290 VILLEFRANCHE DE LAURAGAIS.

**Considérant** que le bon déroulement des travaux impose une réglementation temporaire de la circulation et du stationnement pendant la durée des travaux.

**Considérant** que les travaux précités vont créer une gêne aux usagers et qu'il y a lieu d'apporter des restrictions au stationnement dans cette rue.

**ARRETE**

**Article 1 :** Le pétitionnaire est autorisé à intervenir sur un lieu ouvert à la circulation publique pour effectuer les travaux précités tels que présentés dans sa demande en prenant soin de ne pas dégrader de quelque manière que ce soit la voirie publique et de la remettre en état.

**Article 2** Pendant la durée de la permission :

- La circulation des piétons et le stationnement sera interdit du n°81 au n°83 Rue de la République, à l'exception des véhicules, engins, et benne déposés par le pétitionnaire.  
Ce périmètre sera renforcé par des panneaux de chantier destinés à sécuriser la zone de travaux
- Le passage pour piétons situé face au n°83 Rue de la République sera condamné, et déplacé au droit du n° 79 de cette même Rue. Le pétitionnaire sera en charge de réaliser la marquage au sol correspondant, sous la responsabilité du Pôle Technique municipal.
- Le pétitionnaire sera en charge d'enlever les plots anti stationnement implantés devant le passage piétons existant, et de les repositionner à l'identique à l'issue des travaux
- Les services Techniques municipaux seront en charge de délimiter, à l'aide de barrières, une zone de 5 mètres devant le passage piétons provisoire afin d'en interdire le stationnement, et d'apporter ainsi de la visibilité aux piétons.
- Un échafaudage sera érigé contre la façade Est (Rue de la République) et Sud-ouest (Rue des Prêtres) du bâtiment
- Le pétitionnaire devra prendre soin de laisser aux piétons un libre accès dans la Rue des Prêtres, tout en assurant leur circulation au moyen des protections réglementaires
- Le tourniquet implanté sur la Place des Pasteliers , donnant accès aux piétons Rue des Prêtres sera démonté par le pétitionnaire, puis remonté à l'identique à l'issue des travaux

**Article 3 :** Conformément à la réglementation en vigueur, ***la circulation de tout véhicule à moteur sur la Place des Pasteliers est strictement interdite***. Aucune dérogation ne pourra être envisagée pour l'exécution des travaux précités.

**Article 4 :** Le pétitionnaire sera en charge de mettre en place et d'entretenir la signalisation réglementaire avant et pendant les travaux, conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I, Huitième partie, signalisation temporaire) sous le contrôle de la Police Municipale.

**Article 5 :** La présente autorisation est valable du **Jeudi 02 MARS 2023 au Mercredi 02 AOÛT 2023**, date à laquelle elle expirera de plein droit.

**Article 6 :** A la fin des travaux, tout sera débarrassé et nettoyé de façon à rendre les lieux propres.

**Article 7 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 4 ci-dessus.

**Article 8 :** le Chef de la Police Municipale, les agents de la Police Municipale, les agents de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires.  
Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Villefranche de Lauragais

Fait à Villefranche de Lauragais, le 23/02/2023

**Madame Le Maire,**

**Valérie GRAFEUILLE ROUDET**



*Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de TOULOUSE peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté par courrier postal ou par le biais de l'application Télérecours, accessible par le lien [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification et/ou de sa publication.*

*Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :*

- *A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;*
- *Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.*

*La requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue par l'article 1635 bis Q du Code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.*

